

35 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE...

"A partir du 1er Mai, nous ne travaillerons plus que 8 heures par jour"

Au fronton des Bourses du Travail, les ouvriers de la première C.G.T. annonçaient l'offensive du début du siècle qui devait aboutir à une victoire remportée de hautes luttes. D'abord diversifiée, elle finit par s'inscrire dans le code du travail, notamment après les grèves de 36, sous la forme de la semaine de 40 heures.

Un demi-siècle plus tard, ce qu'un gouvernement socialiste avait cédé sous la pression de l'action directe, un autre gouvernement, néo-socialiste, se propose de le reprendre aux travailleurs en leur imposant une restriction du travail assortie cette fois d'une restriction des salaires.

Il paraît que les temps ont changé: "*c'est la crise*" disent les hommes d'Etat, estimant son degré de fatalité en fonction des responsabilités qu'ils assument. La crise n'est ni plus ni moins fatale que le capitalisme qui la porte. Pour lors, elle est là, elle se définit en deux mots: mévente et chômage.

Cette situation internationale se complique en France d'une politique de restriction de la consommation intérieure par diminution du pouvoir d'achat, sous prétexte d'économiser les devises nécessaires à l'achat des matières premières étrangères. En réalité, chaque capitalisme national cherche à comprimer les salaires pour établir des prix de revient plus compétitifs. Mais chaque Etat encourageant cette même pratique, le marché extérieur ne se débloque guère et, franchi un certain seuil, "l'austérité" n'a pour effet tangible que l'aggravation de la mévente intérieure. Le "*sureffectif*" qui en résulte pour les entreprises compromet davantage leurs capacités de compétition et de modernisation. On envisage alors de nouveaux licenciements. Sans parler des inconvénients politiques qu'il engendre, le chômage n'est pas gratuit. La part payée par les patrons aux ASSEDIC, bien que réduite au minimum, alourdit les prix de revient, la part payée par les salariés rogne leur pouvoir d'achat et la crise fait boule de neige... une véritable histoire de gribouille.

Alors on a inventé le "*partage du travail*" auquel faisait allusion Mitterrand dans sa déclaration à Libération. Il s'agit de répartir la misère entre travailleurs. Sous menace de chômage, on diminue le temps de travail et la masse salariale correspondante. Le personnel se partage la peau de chagrin. Et le grand capital, qui accroît son profit, peut, à l'occasion réduire ses prix de vente à l'étranger et se mieux placer en position de concurrence... à condition que le patronat français détienne l'exclusivité de cette idée géniale et de sa mise en pratique grâce à Dieu et à la C.F.D.T. qui revendique à cor et à cri la réduction du temps de travail sans compensation intégrale des salaires.

A contre-courant de ces principes communautaires, 250.000 métallurgistes allemands du Wurtemberg se sont prononcés à 80% pour la grève en vue d'obtenir la semaine de 35 heures sans réduction de salaires. La Région de Francfort se prépare à faire de même. Leurs syndicats réformistes I.G.M. vont devoir affronter le déchaînement du patronat et du gouvernement allemand qui brandissent les perspectives dramatiques d'une augmentation des prix de revient. Il va sans dire que cet argument prendrait du poids si, à l'instar de la C.F.D.T., les syndicats des pays voisins militaient dans le même temps pour les 35 heures avec réduction de salaire.

Heureusement, les syndicats réformistes européens, dont F.O. pour la France, se sont depuis des années prononcés pour le mot d'ordre qui mobilise les métallos allemands. Si la même revendication aboutit aux mêmes effets dans les différents pays, les conditions de la concurrence restent égales et l'argument patronal tombe. L'amélioration qui en découlerait sur le marché du travail allégerait d'autant les charges des entreprises et les prélèvements sur les salaires.

Certes, cette action d'envergure engagée par les syndicats allemands comporte des risques de dérapage. Les patrons essayeront de la disloquer. Les compromis qui pourraient se réaliser sur le temps de travail n'hypothéqueraient pas l'avenir. Par contre, ceux qui mettraient en cause les salaires engageraient les syndicats dans l'engrenage de la politique de "*partage*" préconisée par les gouvernements.

Les anarcho-syndicalistes ne proposent pas de solution dans le cadre du système. Mais les actions qui stipulent, comme point de départ, le maintien des acquis des travailleurs développent une dynamique dans laquelle se soude la classe ouvrière. L'hypothèse d'un miracle français réalisé par l'exportation fabuleuse d'on ne sait quelle industrie de pointe, fondé sur le paupérisme et la négation des intérêts de classes, suppose au contraire l'aliénation des organisations ouvrières.

Pour l'heure, face aux propositions de Mitterrand et de la C.F.D.T., l'action entreprise par les métallos allemands ouvre, d'une certaine manière, la voie à la pratique de l'internationalisme prolétarien qui embrasa le début du siècle et que le monde ouvrier, du Japon aux U.S.A., commémore le 1er mai.

Serge MAHÉ.
